

SHORT NEWS

La stupidité, c'est nous

Il était une fois le changement climatique. Un jour, il y aura la catastrophe climatique. Le dernier survivant se posera alors la question pourquoi personne n'a sauvé notre planète. Voilà le scénario du documentaire « The Age of Stupid », dont la première aura lieu dans plus de 50 pays, à la veille de la réunion spéciale « climat » de l'Assemblée générale de l'ONU le 23 septembre à New York. L'avant première sera entre autres présentée par Kofi Annan et l'acteur Pete Postlethwaite. Avec la projection du film en simultané et en direct, les pays participants espèrent battre le record actuel de la plus grande première mondiale. Le budget du film documentaire de 450.000 livres anglaises a été financé par la vente d'actions aux groupes et individus se souciant du changement climatique. « Pour le moment, nous sommes dans 'l'âge de la stupidité', mais il est encore temps de commencer à changer », dit la réalisatrice Fanny Armstrong. Pour participer à l'événement de « The Age of Stupid », qui fera officiellement partie de la semaine des Nations Unies sur le climat, on peut acheter des tickets dans les cinémas participants. Au Luxembourg le film sera diffusé mardi 22 septembre à 19 heures à l'Utopolis.

Lakshmi entzaubert Enovos

Der Versuch von Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, die Energieversorgung unseres Kleinstaats abzusichern, indem er den regionalen Konzern Enovos mit mehreren Großunternehmen zusammen gründete, welche sich gegenseitig in Schach halten, droht zu scheitern. Der Arcelor-Mittal-Konzern, scheint nämlich krisenbedingt, seine Anteile verkaufen zu wollen. Verlässt aber dieser 25-Prozent-Teilhaber die Joint-Venture, so ist das Gleichgewicht des ganzen Konstrukts in Frage gestellt. „Déi Gréng“ prangerten prompt den „Ausverkauf der Luxemburger Interessen“ an und forderten den Minister auf, „reinen Wein einzuschenken“. Doch zur großen Verärgerung der Grünen hielt sich der Krecké bei der Kommissionssitzung am vergangenen Donnerstag bedeckt. Einerseits müssten solche sensiblen Geschäftssachen diskret abgewickelt werden, andererseits gelte weiterhin, dass keiner der privatwirtschaftlichen Teilhaber mehr als 33 Prozent übernehmen könne, so die Argumentationslinie des Ministers. Auch auf den Vorschlag der Grünen hin, dass der Pensions-Reservefonds als Investor bei den - relativ zukunftsicheren - Netzaktivitäten von Enovos anstelle von Arcelor-Mittal einsteigen solle, mochte Krecké nicht eingehen.

woxx@home

Ticketservice

Immer wieder zur Oeko-Foire passieren in der Redaktion die seltsamsten Dinge, wie zum Beispiel diese Geschichte: Montag früh Hiobsbotschaft für die Kalenderfrau - das erste Blues-Club-Konzert der Saison fehlte im letzten „Wat ass lass“. Auf die Aufregung folgt dann ehrliches Erstaunen als doch zwei LeserInnen anrufen und die Tickets, die normalerweise verschenkt werden, die jedoch diesmal nicht in der woxx angekündigt waren, haben wollen. Als sich dann herausstellt dass eine Betroffene nicht einmal weiß, dass die woxx eine Zeitung aus Papier und Tinte ist - wendet sich dann doch alles zum Guten: die Frau verspricht als Wiedergutmachung ab sofort jede Woche die aktuelle Ausgabe der woxx am Kiosk zu kaufen. Und nach Rücksprache mit den Verantwortlichen vom Blues-Club dürfen die zwei InteressentInnen dann doch gratis zum Konzert. Und die Redaktion zur Oeko-Foire.

AKTUELL

CHOMAGE DES JEUNES

Vers un 5611 bis ?

David Wagner

Les jeunes veulent travailler, mais les patrons ne veulent pas payer. Résultat, le gouvernement pond une loi spéciale.

La crise financière sera terminée le 31 décembre 2010. Ce n'est pas une prévision du woxx, mais du ministère du travail. C'est en tout cas ce que l'on peut conclure du projet de loi que le ministre du travail, Nicolas Schmit (LSAP), a présenté à la presse cette semaine. Car voilà, cette loi que le ministre espère voir votée par la Chambre dès la première semaine de la session (à la mi-octobre), est une loi d'exception. Comme le précise l'intitulé, elle concerne « certaines mesures visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes ».

Et comme le grand gag de cet été consistait à nous faire croire que la crise commençait à être surmontée, le gouvernement luxembourgeois a décidé de convaincre le patronat d'embaucher des jeunes, dont 20 pour cent, au sein de l'Union européenne, sont au chômage. Et comme Nicolas Schmit est un homme de gauche, il cite à deux reprises la présidente du Medef, l'organisation du patronat français, Laurence Parisot, qui a lancé ce vibrant appel : « Les entreprises confrontées à des évolutions gigantesques ont besoin de cette génération talentueuse. »

Sauf que cette génération talentueuse, elle aimerait bien être rémunérée. Avec des sous si possible. Et les sous, c'est bien connu, les patrons, ils n'en ont pas, ou si peu. Cette fois-ci, les Dennewald, Soisson et autres déshérités de la Fédil (l'équivalent de la Stëmm vun der Strooss, mais pour patrons), n'ont pas eu besoin de crier trop longtemps. Ils avaient eu vent que, suite à la formation du nouveau gouvernement, un socialiste traînait dans les parages du ministère du travail et qu'il serait donc possible de faire appel à sa générosité d'homme de progrès.

En fait, le texte de Schmit reprend les deux contrats créés par la loi de Biltgen (le fameux projet de loi 5611), à savoir les CIE (contrat d'initiation à l'emploi) et CAE (contrat d'appui-emploi). Dans les grandes lignes, la durée de ces contrats est étendue de 12 à 24 mois et à une indemnité minimale allant de 80 à 120 pour cent du salaire minimum, dépendant du ni-

veau de formation du jeune chômeur. La mesure pour convaincre les patrons à employer ces jeunes est simple : les sous. Et c'est le fonds pour l'emploi qui raque : de 50 % (cotisations sociales comprises), à 80 % en cas d'embauche définitive. Pour le CAE, l'indemnité est prise en charge par le fonds si l'employeur est un promoteur étatique et à hauteur de 85 % pour les autres promoteurs. Une prime de 30 % est encore accordée en cas d'embauche définitive.

Mais il y a une nouveauté : un nouveau contrat est créé, celui-ci spécialement destiné aux « jeunes diplômés ». Il s'agit du CIE-EP (pour « expérience pratique »), destiné à celles et ceux « qui auraient sans doute trouvé un emploi en temps normal ». Pour ce type de contrat, le jeune peut toucher une indemnité allant cette fois-ci de 120 à 150 % du salaire minimum. Le fonds pour l'emploi rembourse 40 % et 25 % de plus en cas d'embauche définitive.

Le projet de loi est en fait une continuation du projet « 5611 », qui avait, en 2006, déclenché une énorme grève lycéenne, faisant reculer en partie le gouvernement. Craignant sans doute un châtiment similaire que son prédécesseur François Biltgen (CSV), Schmit se veut rassurant et souligne que son texte ne vise pas à créer des « emplois précaires », mais des « tremplins réalistes et concrets vers un emploi ». En tout cas, cette fois-ci, les Jeunesses socialistes auront plus de mal à s'associer à d'éventuelles mobilisations, comme le sous-entendent non sans malice les jeunes du CSV dans un communiqué de presse. A gauche, l'on ne peut en tout cas pas parler d'euphorie. Si le président de l'OGBL, Jean-Claude Reding, estime que cette loi constitue un « pis-aller » (on a vu mieux comme compliment), Déi Lénk remarque que le gouvernement reste enfermé dans sa logique de « dévaluation du travail ». Dévaluation ? Après tout, ce « petit » encouragement au patronat coûtera au minimum 14 millions d'euros au contribuable, qui lui semble bien avoir de l'argent. Contrairement au patronat.